

4 International

En Belgique, nouvelle polémique sur l'asile

EUROPE La décision du gouvernement belge de suspendre l'hébergement des hommes seuls qui cherchent à obtenir le statut de réfugié provoque un tollé. En toile de fond, la crainte d'un nouvel afflux de requérants

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
@vdegraffenried

Il n'a fallu que quelques minutes après la décision, mardi, de la secrétaire d'Etat belge à l'Asile et la Migration, la chrétienne-démocrate flamande Nicole de Moor, de ne temporairement plus héberger des hommes seuls qui demandent l'asile pour que la polémique s'enflamme. Bruxelles exprime son désaccord et la Commission européenne a décidé de s'en mêler et de contacter les autorités belges.

Les structures belges pour héberger les requérants d'asile sont saturées depuis deux ans. Des tentes essaient dans la capitale le long du canal et la population de sans-abri a également augmenté aux abords des gares. C'est pour tenter de mieux gérer cette situation que Nicole de Moor a esquissé des changements: priorité aux familles, aux femmes seules et aux mineurs. Les autres, les hommes seuls donc, n'ont qu'à se débrouiller.

Mais jeudi, la région de Bruxelles a décidé de réagir et d'exprimer ses craintes. Elle demande au gouvernement de faire marche arrière. Des hommes livrés à eux-mêmes, sans possibilité d'hébergement, pourraient représenter des risques sur le plan sécuritaire, argumente-t-elle. «Depuis plusieurs années, la situation socio-sanitaire et la sécurité de plusieurs quartiers se dégradent», écrit le gouvernement bruxellois, en citant «le trafic de drogue et la criminalité, ainsi que la présence de très nombreuses personnes sans abri, demandeuses d'asile ou sans titre de séjour».

«Marqueur de la gravité de la crise»

Au-delà de ce constat, une question demeure: la mesure, même actionnée en situation d'urgence, est-elle légale? Non, dénonce le journal flamand *De Morgen*. «Notre pays a déjà été condamné des milliers de fois, au bas mot, parce qu'il ne fournissait pas d'accueil à des personnes qui y ont droit», rappelle le quotidien. Pour *Le Soir*, le gouvernement belge «foule aux pieds ses obligations». La décision est une «violation de l'Etat de droit et porte atteinte à la séparation des pouvoirs», souligne dans ses colonnes l'avocat Alexis Deswaef, vice-président de la Fédération internationale pour les droits humains.

«Cette décision est un autre marqueur de la gravité de la crise de l'accueil en Belgique. Plutôt que d'écarter les hommes seuls des hébergements, il serait nécessaire de mieux cerner les facteurs explicatifs de cette situation et d'y répondre. Ici, le gouvernement propose une réponse tronquée à un symptôme, plutôt que de s'attaquer aux sources du problème, réa-

git Camille Le Coz, chercheuse au Migration Policy Institute. L'hypothèse selon laquelle les hommes seuls sont moins vulnérables que les femmes est par ailleurs très problématique.»

L'antenne belge de Médecins sans frontières fait partie des ONG qui sont montées au front. «Cette décision intolérable risque, après deux années de crise au cours desquelles les places pour les hommes seuls étaient déjà très limitées, d'engendrer un nouvel afflux de personnes en rue dans la capitale et ailleurs en Belgique. En tant qu'organisation médicale humanitaire internationale, MSF tire à nouveau la sonnette d'alarme quant à l'impact d'une telle décision sur la santé physique et mentale des personnes demandeuses de protection internationale», souligne-t-elle. Et de donner des chiffres: entre janvier et juin 2023, les équipes MSF ont vu 527 patients en consultation de santé mentale pour un total de 1090 consultations. «Jusqu'à 85% de ces personnes sont des demandeurs de protection internationale et près de 90% sont des hommes seuls provenant en grande majorité de la rue», précise l'ONG.

Pas d'enfants à la rue

Jeudi, Anitta Hipper, la porte-parole de la Commission européenne pour les Affaires intérieures, la Migration et la Sécurité intérieure, a rappelé ce que stipule l'article 19 de la directive de l'UE relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale. Afin de raccourcir la durée globale de la procédure dans certains cas, les Etats membres «devraient avoir la flexibilité, conformément à leurs besoins nationaux, d'accorder la priorité à une demande en l'examinant avant d'autres demandes présentées préalablement». Mais cela doit se faire «sans déroger aux délais de procédures, principes et garanties normalement applicables».

En 2022, 36 871 personnes ont demandé l'asile en Belgique, précise le Bureau du HCR pour la Belgique et le Luxembourg. Soit 42% de plus par rapport à 2021. Selon Fedasil, l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile, la Belgique dispose actuellement d'une capacité d'accueil de 34 153 places et 32 105 personnes y sont hébergées, dont 43% sont des hommes seuls. Cela représente un taux d'occupation de 94%. Mais les demandes d'asile continuent à augmenter et Nicole de Moor craint une situation ingérable pour les mois d'hiver, avec un «afflux croissant de familles et d'enfants». «En tant que mère, je suis résolument déterminée à empêcher que des enfants ne se retrouvent dans la rue et n'aient à y dormir», a-t-elle insisté sur Radio 1. Elle continue de marteler que la Belgique «fait plus que sa part» en matière d'accueil de requérants d'asile. En 2023, «19 000 demandeurs d'asile ont déjà été enregistrés en Belgique, contre 1500 au Portugal, un pays dont la population est similaire à celle de la Belgique.»

MAIS ENCORE

Afrique du Sud

Le terrible incendie qui a ravagé jeudi un immeuble squatté du centre de Johannesburg s'est alourdi hier à 76 victimes, a annoncé le gouvernement, alors que des familles endeuillées se succédaient à la morgue pour identifier les corps qui peuvent l'être. (AFP)

Javier Milei, candidat qui écoute son chien mort et insulte le pape

ARGENTINE Le profil de l'ultralibéral, grand favori de l'élection présidentielle du 22 octobre, stupéfie les observateurs politiques. Celui que certains comparent à l'ex-chef d'Etat brésilien Jair Bolsonaro peine cependant à séduire l'électorat évangélique

EDUARDO CAMPOS LIMA (PROTESTINFO)

En récoltant 30% des voix lors des primaires à la présidentielle du 13 août, le candidat argentin Javier Milei a abasourdi les observateurs par son succès. Et pour cause: l'économiste et député ultralibéral était jusqu'alors considéré comme un «fou», selon le titre même de la biographie qui lui est consacrée. «Beaucoup de ses camarades de classe l'appelaient «*el loco*» («le fou») en raison de sa coiffure et de son agressivité», révélait d'ailleurs le journaliste Juan Luis Gonzalez, auteur de l'ouvrage en question. Mercredi, un sondage national indiquait pourtant qu'il obtiendrait 35% des voix, contre 25% pour le candidat de gauche Sergio Massa et 23% pour la candidate de droite Patricia Bullrich, si les élections prévues le 22 octobre prochain avaient lieu aujourd'hui.

Le pape, «fils de p... de gauche»

La religiosité sui generis de Javier Milei contribue largement au caractère exotique de sa personnalité publique. Elevé dans une famille catholique, il a noué une relation étroite avec un rabbin, étudie la Torah chaque semaine et se dit aujourd'hui sur le point de se convertir au judaïsme. Ce n'est pas tout, car il a une passion pour l'occultisme, décrivait le journaliste Juan Luis Gonzalez dans son livre. Passionné par ses chiens, Javier Milei a sollicité les services d'un vétérinaire médium afin de communiquer avec Conan, son chien préféré décédé en 2018. Dans ses messages d'outre-tombe, l'animal aurait d'ailleurs transmis à son ancien propriétaire qu'il se trouvait «assis à côté de Dieu» et que ce dernier «lui confiait la mission de devenir président». Le toutou décédé, cloné par Javier Milei aux Etats-Unis, a donné naissance à cinq chiots nommés comme ses économistes préférés, tels Milton Friedman et Murray Rothbard. L'homme prétend d'ailleurs pouvoir converser non seulement avec ses chiens, mais également avec des penseurs disparus, comme les économistes qui lui ont inspiré le nom de ses animaux.



JAVIER MILEI
CANDIDAT À LA
PRÉSIDENTIELLE ARGENTINE

Ultralibéral, Javier Milei, qui se décrit comme un «anarcho-capitaliste» partisan d'une réduction radicale de l'Etat, s'est surtout fait connaître du grand public ces dernières années pour ses insultes récurrentes à l'encontre du pape François, son compatriote. Il a ainsi déclaré sur les réseaux sociaux que le souverain pontife était un «fils de p... de gauche qui prêche le communisme dans le monde entier». Une autre fois, il affirmait que le saint homme représentait le malin dans la maison de Dieu et n'était ni plus ni moins qu'un «... ard».

L'homme prétend pouvoir converser non seulement avec ses chiens, mais également avec des penseurs disparus

En cause, des différences idéologiques, tant sur le plan social qu'économique. Tandis que le Saint-Père défend un système économique plus équitable dans lequel l'Etat s'implique pour les plus pauvres, Javier Milei défend l'idée d'un Etat minimal avec des impôts bas et peu de services publics gratuits.

Des injures qui ne porteront pas à conséquence, formule Marcos Carbonelli, chercheur au Conseil national de recherches scientifiques et techniques. «Le pape n'a joué aucun rôle dans les élections, donc les insultes de Javier Milei n'auront aucun impact électoral», assure cet expert de la dynamique sociale du christianisme en Argentine. Selon lui, les électeurs sont beaucoup plus préoccupés par les incertitudes économiques, l'inflation et la dévaluation brutale du dollar.

«Certains jeunes ont été séduits par le discours incisif de Javier Milei et ses critiques de ce qu'il appelle la caste politique», explique le sociologue Fortunato

Mallimaci, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur sur le christianisme argentin. «Beaucoup de ses électeurs sont des hommes sexistes aux revenus insuffisants. Ils sont déçus par la politique et par l'Etat, et ils ont trouvé une personne qui leur dit qu'il est temps d'exprimer leur colère», analyse-t-il.

Beaucoup comparent l'Argentine à l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro, également célèbre pour ses idées radicales de droite. Mais Marcos Carbonelli et Fortunato Mallimaci soulignent tous deux que Javier Milei, contrairement à Bolsonaro, n'a pas réussi à attirer le vote massif de la population évangélique dont avaient largement profité Donald Trump et son ex-homologue brésilien.

Contre l'avortement

«Le principal pont vers cet électorat serait son rejet de la loi qui a légalisé l'avortement en 2020», estime Marcos Carbonelli. De son côté, Fortunato Mallimaci souligne que le lien des électeurs de Javier Milei avec les phénomènes Trump et Bolsonaro est plus idéologique que social. Pour autant, selon le pasteur Ariel Diaz qui préside la Fédération argentine des pasteurs évangéliques, le candidat ultralibéral ne semble pas rechercher l'adhésion des évangéliques. «Nous avons publié une déclaration expliquant que nous ne soutiendrions aucun candidat», précise d'ailleurs le pasteur.

Habituellement, les évangéliques argentins penchent vers le péronisme [mouvement défendant historiquement la justice sociale et les travailleurs, ndlr], indique Ariel Diaz. Les positions pro-vie de Javier Milei ont cependant séduit certains, notamment chez les plus jeunes. Le propre fils du pasteur, Gabriel, un étudiant de 18 ans, en est un exemple. «J'ai voté pour lui à la primaire et ferai de même en octobre en raison de ses propositions économiques, sa critique de l'avortement et sa position contre l'endoctrinement de gauche dans les écoles», résume-t-il.

Gabriel dit que ses amis chrétiens donneront également leur suffrage à Javier Milei. Ils ne voient aucun problème avec certaines déclarations controversées du candidat, comme sa défense du commerce d'organes. «Il parle de façon outrée, ce qui choque les personnes âgées, habituées à des politiciens d'un autre type», argumente-t-il. Gabriel rêve qu'un jour un candidat véritablement chrétien puisse émerger. «Mais un candidat chrétien aurait les mêmes propositions économiques que Javier Milei», conclut-il. ■

EN BREF

Affaire Traoré: un non-lieu

Un épilogue, au moins provisoire, pour l'un des dossiers judiciaires français les plus sensibles: les gendarmes auteurs de l'interpellation à la suite de laquelle Adama Traoré est mort à l'été 2016 ont bénéficié hier d'un non-lieu dont la famille a immédiatement annoncé faire appel. AFP

Le Gabon fait le ménage

Le général Brice Oligui, qui a renversé le président Ali Bongo Ondimba au Gabon il y a deux jours, poursuivait hier à un rythme effréné les rencontres avec «les forces vives de la nation» et le corps diplomatique après avoir mis en garde plusieurs entrepreneurs accusés de corruption. AFP

L'ONU se sent en danger en RDC

L'ONU est «extrêmement alarmée» par la répression de la manifestation contre elle et des ONG qui a fait des dizaines de victimes mercredi à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Elle a appelé hier à Genève à une investigation «indépendante» et «efficace». AFP

PUBLICITÉ



Neuzza Yacussa, 16 ans, Mozambique

NEUZA N'A PAS BESOIN DE PITIÉ, MAIS D'UNE BONNE FORMATION.

L'ÉGALITÉ DES CHANCES, PARTOUT.



HELVETAS

Faire un don

